

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Eric Aubin, Emmanuel Gayat et Arnaud de Senga : Une nouvelle tentative d'interdiction de l'usage du droit fondamental de grève par un juge (à propos de la décision de référé du TGI de Marseille concernant la RTM).

Francis Meyer : Petite histoire du temps de travail ou comment a été mise à l'écart la réglementation sur la durée du travail pour les salariés non cadres "autonomes".

Michel Sabatte : La rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié à l'épreuve de la jurisprudence.

JURISPRUDENCE

voir notamment

Les indemnités dues aux travailleurs précaires dont le contrat est requalifié en CDI.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2005 (deux espèces), 25 mai 2005, 23 février 2005, 13 avril 2005 - Note Nathalie Bizot (p. 542)

Le voile des "conditions administratives" dissimulant une discrimination dans l'accès aux préretraites à l'encontre des travailleurs immigrés.

Cour d'appel de Paris (14 e Ch. B) 24 juin 2005 - Note Michèle Bonnechère (p. 546)

La compétence judiciaire maintenue en matière d'actes dérivés du statut lorsqu'ils ne se rattachent pas à l'organisation du service public.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1er juin 2005 ; Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.) 28 juin 2005 - Note Francis Saramito (p. 549)

La condamnation de l'usage des clauses de mobilité au lieu et place du déclenchement de la procédure de licenciement économique.

Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 30 novembre 2004 - Note Isabelle Meyrat (p.552)

Quand la Cour de cassation malmène tant le droit disciplinaire que la liberté d'expression.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juillet 2005 - Note Y.L.P. (p. 555)

Le très contestable assujettissement à la CSG-CRDS des indemnités excédant six mois de salaires versées en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.

Tribunal de grande instance de Paris (Juge de l'exécution) 1er février 2005 - Note Gérard Wozniak (p. 559)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par **Jean-Louis Rey**.



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

DÉCEMBRE 2005

Doctrine :

Une nouvelle tentative d'interdiction de l'usage du droit fondamental de grève par un juge (à propos de la décision de référé du TGI de Marseille concernant la RTM) par **Eric Aubin**, membre de la Commission exécutive de la CGT, Directeur du Droit Ouvrier, **Emmanuel Gayat**, avocat au Barreau de Paris et **Arnaud de Senga**, DEA de droit social 513

ANNEXE : GREVE – Service public – Préavis – Motivation – Pouvoirs du juge (deux espèces).
Première espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE (Référé) 4 novembre 2005 522
Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Référé) 2 novembre 2005 525

Petite histoire du temps de travail ou comment a été mise à l'écart la réglementation sur la durée du travail pour les salariés non cadres "autonomes", par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail de Strasbourg, Université Robert Schuman 526

La rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié à l'épreuve de la jurisprudence, par **Michel Sabatte**, Avocat au Barreau de Toulouse 533

ANNEXE : CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Prise d'acte de la rupture à l'initiative du salarié (deux espèces) – Démission motivée par des griefs – Etendue de l'appréciation du juge (première espèce) – Prise d'acte intervenant postérieurement à une action judiciaire en exécution du contrat de travail – Irrecevabilité (deuxième espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 juin 2005 537
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE TOULOUSE (4^e Ch. sect. 1) 11 mars 2004 537

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Pathologie auto-immune provoquée par une vaccination obligatoire – Prescription des droits de la victime suspendue tant que le lien de causalité ne lui a pas été révélé – Présomption d'imputabilité au travail admise.
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 22 mars 2005 539
Note Francis Saramito 539

CONTRAT DE TRAVAIL – Salarié victime d'une maladie professionnelle – Protection dans l'emploi – Inaptitude – Absence de licenciement – Reprise du paiement des salaires au-delà d'un mois – Pouvoirs du juge des référés.
COUR D'APPEL DE RIOM (Ch. Soc. - référé) 5 juillet 2005 540
Note Dominique Holle, responsable DLAJ de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme 541

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Indemnité de requalification (deux espèces) – Cumul avec l'indemnité de précarité (oui) (première espèce) – Pluralité de CDD – Versement d'une indemnité unique (deuxième espèce).
 TRAVAIL TEMPORAIRE – Requalification (trois espèces) – Non-respect du délai de carence – Sanction – Requalification (non) (troisième espèce) – Droit à l'indemnité de précarité (oui) (quatrième espèce) – 1^o Cumul des indemnités de précarité et de préavis – 2^o Indemnité de requalification – Pluralité de missions – Versement d'une indemnité unique (cinquième espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 mars 2005 542
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 mai 2005 542
Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 février 2005 543
Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 avril 2005 543
Cinquième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 mars 2005 544
Note Nathalie Bizot, Union Locale CGT de Castres 545

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords collectifs de cessation anticipée d'activité des salariés âgés – Salariés originaires de certains pays sans état civil complet – Date butoir les privant de la possibilité de justifier de leur date de naissance – Application déloyale des accords – Trouble manifestement illicite.
COUR D'APPEL DE PARIS (14^e Ch. B) 24 juin 2005 546
Note Michèle Bonnechère 548

ENTREPRISES PUBLIQUES – Entreprises dont le personnel est soumis à un statut législatif ou réglementaire – Règlements, instructions, décisions concernant le personnel émanant de la direction de l'entreprise ne constituant des actes administratifs que s'ils concernent l'organisation du service public – A défaut, acte de droit privé et compétence judiciaire (deux espèces).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2005 549
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (1^{re} Ch. Civ.) 28 juin 2005 550
Note Francis Saramito 551

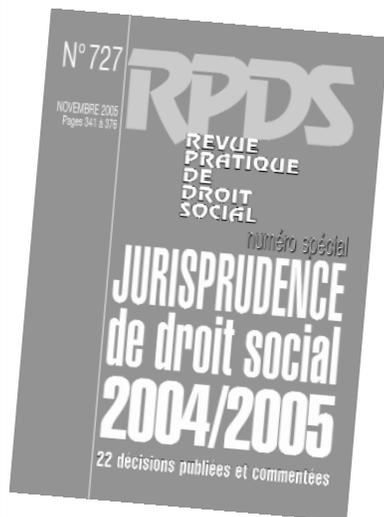
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Transferts liés à une restructuration – Clause de mobilité contractuelle – Mise en œuvre – Condition : absence d'atteinte au régime de mise en cause de l'emploi – Licenciement disciplinaire pour non-respect de la clause – Requalification du motif de la rupture – Absence de PSE – Nullité du licenciement.	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^e Ch.) 30 novembre 2004	552
Note Isabelle Meyrat	554
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Publication dans un journal d'un article concernant l'entreprise – Usage de la liberté d'expression – Abus – Mise en cause d'autres salariés – Employeur fondé à se substituer à ces derniers et à prononcer un licenciement de rétorsion.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juillet 2005	555
Note Y.L.P.	555
MALADIE – Etat délirant du salarié – Licenciement en raison de son comportement – Absence de constatation de son inaptitude par le médecin du travail – Violation de L. 122-45 CT – Nullité – Indemnisation.	
COUR D'APPEL DE PARIS (22^e Ch. C) 29 avril 2004	557
SÉCURITÉ SOCIALE – Financement – CSG et CRDS – Assiette – Indemnité pour licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse – Fraction excédant le seuil minimal de six mois – Assujettissement (oui) – Condamnation judiciaire s'entendant nette de tout prélèvement.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Juge de l'exécution) 1^{er} février 2005	559
Note Gérard Wozniak , ancien Inspecteur des impôts, ancien directeur fiscal du Crédit Lyonnais	559

Chroniques jurisprudentielles :

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par **Jean-Louis Rey**, Magistrat administratif (première partie) :

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation de transfert – Nécessité pour l'administration du travail de vérifier si le salarié exécutait effectivement son contrat de travail dans l'unité transférée.	
CONSEIL D'ÉTAT, 15 juin 2005	563
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation de transfert – Procédures d'urgence – Référé – Suspension – Décision entièrement exécutée.	
CONSEIL D'ÉTAT, 27 juin 2005	564
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Faits survenus dans le cadre de l'exercice des fonctions représentatives – Nécessité qu'ils rendent impossible le maintien du salarié dans l'entreprise.	
CONSEIL D'ÉTAT, 4 juillet 2005	565

RPDS 727 - Novembre 2005



Au sommaire :

Numéro spécial Jurisprudence de droit social 2004-2005

Vingt-trois décisions significatives de droit du travail
et de droit de la Sécurité sociale publiées intégralement
et commentées par la rédaction

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à : **NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.**

Prix du numéro : **6 € (+ forfait de 2,59 € par envoi)**. Abonnement : **63 € par an** (tarif syndical : 60 €)

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : www.librairie-nvo.com